

Numéro 14 - 11 février 2016

**Des questions importantes de guerre et de paix**

**Rencontre à Québec des ministres des Affaires étrangères des États-Unis des monopoles d'Amérique du Nord**

- Enver Villamizar -



Les manifestants au Sommet des dirigeants nord-américains/Partenariat pour la sécurité et la prospérité à Montebello au Québec en août 2007 dénoncent la mise à l'enchère de la souveraineté nationale. Sur les pancartes: « La patrie n'est pas à vendre mais à défendre »; « Non au PSP »

**Des questions importantes de guerre et de paix**

- Rencontre à Québec des ministres des Affaires étrangères des États-Unis des monopoles d'Amérique du Nord - *Enver Villamizar*
- Le Canada participe à l'ingérence étrangère dans les pourparlers de paix sur la Syrie parrainés par l'ONU
- Le gouvernement célèbre dix ans d'exercices militaires dans les Caraïbes

**Des questions importantes de guerre et de paix**

**Rencontre à Québec des ministres des Affaires étrangères des États-Unis des monopoles d'Amérique du Nord**

- Enver Villamizar -

Le 29 janvier à Québec, les ministres des Affaires étrangères du Canada, du Mexique et des États-Unis se sont réunis et ont convenu de travailler ensemble sur un certain nombre de questions qui préoccupent beaucoup les peuples du monde et concernent la paix et le développement. La

réunion est le résultat du redémarrage des sommets des dirigeants nord-américains. La dernière réunion des chefs d'État a été en février 2014 à Toluca, au Mexique. Les réunions de 2010 et 2015 qui devaient se tenir au Canada ont été annulées et le Canada n'a pas accueilli de sommet depuis 2007. Une réunion de 2011 à Honolulu a été annulée parce qu'un accident d'hélicoptère dans lequel ont péri des membres de son gouvernement a empêché le président mexicain Calderon d'y participer. mais un sommet a eu lieu en 2012 à Washington. Une réunion des ministres des Affaires étrangères s'est tenue en janvier 2015 à Boston.

Durant cette période de réunions infréquentes des dirigeants, le Canada et les États-Unis ont mis en oeuvre le Plan d'action par-delà la frontière, tandis que les États-Unis et le Mexique se sont réunis séparément au niveau des chefs d'État. La réunion ministérielle du 29 janvier fait partie des préparatifs pour une réunion des dirigeants des trois pays cette année. Dans la lettre de mandat du ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion, le premier ministre Justin Trudeau indique qu'il veut travailler à l'amélioration des relations avec les États-Unis et le Mexique et à la tenue au Canada d'un sommet des dirigeants.[1]

Selon le ministre des Affaires étrangères, les trois ministres ont convenu de coopérer dans certains domaines : l'environnement et les énergies propres, la coopération en matière de sécurité, la prospérité et la compétitivité, la situation politique en Haïti et en Colombie et la crise du virus Zika. Cette coopération a lieu sous la domination des impérialistes américains qui réclament de plus en plus que le Canada et le Mexique se soumettent à leur diktat et leur contrôle afin d'essayer d'empêcher le développement de tout projet souverain d'édification nationale qui bénéficierait aux peuples plutôt qu'aux monopoles.



Le premier domaine qui concerne l'environnement social et naturel a été la question de l'environnement et des énergies propres. Les ministres ont dit qu'ils veulent parvenir à un accord nord-américain sur la réduction du carbone et « poursuivre le momentum qui a été créé à la COP21 ». Dans ses remarques sur cette question, le secrétaire d'État américain John Kerry a dit que l'énergie verte est un domaine où les entreprises nord-américaines se sont positionnées pour faire beaucoup d'argent. « Nous voyons aujourd'hui aux États-Unis un nombre considérable de nouvelles entreprises qui emboîtent le pas. L'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie, avec de plus en plus de nouveaux emplois, est le fruit de cette révolution énergétique. »

« L'an dernier, l'investissement mondial en énergies propres a atteint un niveau record, et au cours des 20 prochaines années, on estime que 50 billions \$ seront dépensés et investis dans le secteur de l'énergie. C'est un grand marché qui s'ouvre à nous avec des opportunités pour tous et nous devons nous en emparer », a déclaré Kerry.

La discussion sur le renforcement de la coopération en matière de sécurité s'est tenue dans le contexte de la guerre d'agression américaine au Moyen-Orient et de la lutte contre le terrorisme. Le ministre Dion a dit que les trois parties ont tenu des discussions fructueuses dans ce domaine pour « aider à arrêter le trafic humain, à lutter contre le terrorisme et appuyer une stabilisation, en particulier au Moyen-Orient ». Dion a ajouté qu'il a discuté directement avec le secrétaire Kerry de l'importance que le déploiement du Canada en Irak se fasse en consultation avec « les alliés » pour faire en sorte « que la contribution du Canada à la lutte contre ce groupe terroriste ignoble, le

soi-disant État islamique, que le Canada y contribue de façon optimale au sein de la coalition ».

Sur la question de la « prospérité », une question abordée a été l'amélioration de la mobilité de la main-d'oeuvre à mener de front avec « le pouvoir de décision et l'équité pour les femmes ». La ministre mexicaine des Affaires étrangères Claudia Ruiz Massieu a parlé de l'importance de la mobilité de la main-d'oeuvre et de l'intégration économique. Elle a dit que les trois pays « se sont engagés à renouveler notre vision de faire de l'Amérique du Nord une région plus intégrée », qu'elle a décrite comme « une seule région » et « un centre de compétitivité mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle ». En plus des questions climatiques, elle a mentionné le désir de « faciliter les voyages et l'interconnectivité, une nouvelle infrastructure, l'excellence en éducation et la sécurité ».

La représentante du Mexique a indiqué que les trois pays vont optimiser leurs efforts de coopération en Amérique centrale et dans les Caraïbes et appuyer le développement social et économique dans la région. Le Mexique en particulier va travailler à une proposition visant à « mettre à jour la liste des professions en télécommunications pour permettre une plus grande circulation des professionnels et créer un capital humain qui peut soutenir dans la région la croissance de la compétitivité dans les secteurs stratégiques » et il travaillera aussi à créer plus de mouvement parmi les universitaires.

Stéphane Dion a également réitéré l'engagement du Canada à supprimer l'obligation du visa pour les citoyens mexicains qui voyagent au Canada.

Le secrétaire d'État américain John Kerry a appelé les trois pays à « continuer à faire davantage pour accroître les investissements, réduire les coûts du commerce, faciliter les voyages d'affaires et le tourisme sans compromettre la sécurité, stimuler la création de nouvelles industries et travailler ensemble de plus près », et il a ajouté que c'est un des principaux objectifs du Partenariat transpacifique dans lequel tous participent.

En ce qui a trait à bloquer la résistance des peuples des Amériques et des Caraïbes au diktat impérialiste, les trois ministres ont souligné certains des domaines où ils concentreront leurs efforts.

Les ministres ont montré du doigt Haïti et le ministre Dion a indiqué que le gouvernement du Canada appuie la mission de l'OÉA pour faciliter le deuxième tour des élections marquées par la fraude et déjà reportées. « En ce qui concerne Haïti, nous avons vu le délai pour le second tour ou le deuxième scrutin, et nous aimerions voir les choses aller de l'avant aussi rapidement et aussi bien que possible », a déclaré Dion. « En Haïti, nous allons travailler ensemble pour appuyer la transition pacifique du pouvoir et la mission de l'OÉA qui sera bientôt en cours », a-t-il dit.

L'autre pays auquel ils portent attention est la Colombie qui est sur le point de finaliser un accord de paix visant à résoudre la guerre civile de 60 ans par des moyens politiques plutôt que militaires. Dion a déclaré : « Nous allons travailler pour promouvoir le processus de paix pour mettre fin à plus de cinq décennies de guerre civile. »

Kerry a été plus précis sur ce que cela veut dire : « Nous avons discuté de notre appui au processus de paix en Colombie, de nos efforts, tous ensemble, pour mettre fin à la guerre civile la plus longue de la région. J'ai mentionné que la semaine prochaine, le président Obama va accueillir le président Santos à Washington. » Il a ajouté : « Je vais le rencontrer. Nous sommes impatients de travailler à ce processus et surtout de célébrer le 15<sup>e</sup> anniversaire du Plan Colombie auquel j'ai eu le plaisir de travailler au sein du Comité sur les relations étrangères et d'y voter à titre de sénateur, et nous pensons que cela a fait une différence énorme pour ce qui est des perspectives pour la Colombie. »

Sur la crise du virus Zika, un autre grave sujet de préoccupation, très peu a été dit lors de la conférence de presse finale sur des mesures spécifiques ou de grandes initiatives pour contribuer à vaincre la maladie.

Au cours de la réunion, il a été souligné que lors de la dernière réunion des ministres des Affaires étrangères tenue en janvier 2015, les trois chefs d'État ont établi un caucus nord-américain qui s'est déjà réuni, selon les ministres des Affaires étrangères.

Kezia McKeague a écrit dans la revue *Americas Quarterly*, le 17 février 2015, que, suite à la tenue à Boston du sommet des dirigeants, le caucus a été mis sur pied « pour que ses membres se consultent sur les positions politiques à prendre dans les forums multilatéraux ». Citant des « sources au sein du Département d'État », McKeague a dit que « la première étape consistera en des réunions mensuelles au niveau des ambassadeurs dans les villes où siège l'Organisation des Nations unies ». Elle a ajouté: «On espère que les consultations mèneront à la coordination des politiques. Si cela se produit déjà dans une large mesure avec le Canada, le défi maintenant est d'encourager le Mexique à jouer un rôle plus actif dans le monde. »

## Note

1. La lettre de mandat demande, entre autres choses, à ce que Dion veille à :

« Améliorer les relations avec les États-Unis, notre allié le plus proche et notre plus important partenaire en matière d'économie et de sécurité, et renforcer la coopération trilatérale nord-américaine avec les États-Unis et le Mexique. L'atteinte de cet objectif exigera notamment une collaboration avec les ministres pertinents dans les buts suivants : travailler avec les États-Unis afin de réaliser d'importants progrès dans l'élimination des obstacles au commerce entre nos pays, notamment en améliorant l'infrastructure et la sécurité à la frontière, en simplifiant l'inspection des cargaisons et en facilitant le mouvement des gens. Cette tâche demandera l'intensification du dialogue avec les provinces relativement aux enjeux liés à la frontière et à la réglementation ; travailler avec les ministres pertinents, dont la ministre du Commerce international et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, en vue de préparer le Sommet des dirigeants nord-américains qui se tiendra au Canada ; élaborer un accord nord-américain sur l'énergie propre et l'environnement ; appuyer le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté en éliminant l'obligation pour les Mexicains d'obtenir un visa. Veiller au maintien d'un lien solide entre les politiques de défense, les politiques étrangères et la sécurité nationale. »

(Département d'État américain, *Americas Quarterly*)



---

## **Le Canada participe à l'ingérence étrangère dans les pourparlers de paix sur la Syrie parrainés par l'ONU**

Les pourparlers de paix à Genève parrainés par les Nations unies entre le gouvernement de la Syrie et les groupes d'opposition syriens ont été formellement entamés le 1er février et suspendus deux jours plus tard jusqu'au 25 février. Selon le Centre d'actualités de l'ONU, l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a annoncé la suspension temporaire des pourparlers en raison de « divergences entre les parties sur la priorité des questions humanitaires ». Il a ajouté que certaines questions restent à régler avant que les pourparlers puissent reprendre. Une autre



raison probable de la suspension est celle des divergences non résolues sur quels groupes constituent une opposition légitime et devraient être autorisés à participer.

Bien que les pourparlers de Genève aient comme objectif de trouver une solution politique au conflit, il est clair que des forces externes utilisent ces pourparlers pour imposer des ordres du jour intéressés qui contreviennent aux termes de référence de la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU. Un exemple est le point de presse du 1er février à Riyad tenu conjointement par le premier ministre de la Turquie, Ahmet Davutoglu, et le ministre des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite, Adel Al-Jubeir. Davutoglu a dit que la Turquie et l'Arabie saoudite ont la même perspective en ce qui a trait à la Syrie et que les deux pays vont continuer d'appuyer les « groupes d'opposition modérés » en Syrie. Al-Jubeir a dit que l'Arabie saoudite va continuer d'appuyer l'opposition syrienne, qu'elle participe ou non aux pourparlers de Genève. Il a



dit que les pourparlers devraient porter sur « un transfert de pouvoir hors des mains de Bachar el-Assad, une nouvelle constitution, de nouvelles élections et une nouvelle Syrie où Assad ne joue plus aucun rôle. Voilà ce que l'opposition syrienne est allée négocier », a-t-il dit. Il a ajouté : « Nous appuyons l'opposition, devrait-elle choisir de ne pas négocier. Nous l'appuyons, devrait-elle décider de négocier. »

Le 31 janvier, le ministre des Affaires étrangères du Canada, Stéphane Dion, a émis une déclaration saluant le lancement des négociations de paix en Syrie. On y lit : « Ces négociations, qui portent sur un processus de transition politique, visent à mettre fin au conflit en Syrie conformément au Communiqué de Genève de 2012. Après cinq années de violence, des centaines de milliers de morts et des millions de personnes déplacées, il est impératif que toutes les parties travaillent ensemble pour mettre fin à ce conflit sanglant. » Dion a aussi déclaré : « Ce conflit ne peut être réglé *uniquement* par des moyens militaires. (L'italique est du LML).

Autrement dit, le gouvernement Trudeau considère que l'utilisation de la force est le facteur principal de la résolution du conflit. Ce conflit ne sera pas résolu par des moyens militaires, d'autant plus que ce sont les États-Unis, le Canada et d'autres avec eux qui utilisent la force pour déterminer ce qui devrait arriver et qui devrait diriger le gouvernement de la Syrie.

Plus loin, Dion démontre que le Canada a fait sienne la cause des soi-disant forces de l'opposition et il laisse entendre qu'elles sont les véritables représentants du peuple syrien :

« Prenant appui sur les résultats positifs issus de la rencontre de l'opposition syrienne réunie à Riyad, en Arabie saoudite, le 18 décembre 2015, le Canada se réjouit du fait que le Haut comité des négociations syrien demeure uni et déterminé dans ce processus. Le Canada est prêt à soutenir le peuple syrien dans ses efforts pour lui assurer un avenir paisible, juste, démocratique et respectueux des droits de tous les citoyens.

« Dans le but de créer un contexte plus favorable aux pourparlers de paix, il faut mettre un terme aux attaques perpétrées contre des civils. Le Canada réclame la fin des bombardements aveugles et du recours à la privation de nourriture comme arme de guerre. »

Toujours le 31 janvier, une annonce sur le site Web d'Affaires mondiales Canada confirme que le Canada s'ingère dans les affaires du peuple syrien et ses pourparlers de paix. L'annonce dit entre autres choses que « le Canada a fourni un soutien technique et consultatif à la délégation de négociation de l'opposition syrienne en prévision des pourparlers de paix dirigés par l'ONU ».

Quel est ce « soutien technique et consultatif » qu'offre le Canada à une des parties dans ces pourparlers et quel est son objectif ? Le peuple syrien a-t-il besoin de conseils sur son avenir de la part du Canada, un pays qui tente de changer son gouvernement en violation du droit international ?

### **L'aide canadienne à l'opposition syrienne sous le gouvernement Harper**

Si l'on se fie à l'aide que le Canada a donnée aux Syriens sous le gouvernement Harper, ce que le gouvernement Trudeau est en train de faire ne sera pas humanitaire ou fondé sur les principes de la Charte de l'ONU.

En juillet 2014, dans sa Réponse au cinquième rapport du comité permanent des Affaires étrangères et du Développement international, portant le nom « Réaction au conflit en Syrie », le gouvernement a mentionné des initiatives qu'il a prises en appui au changement de régime en Syrie. En plus des sanctions, des déclarations publiques de ses ministres contre le président syrien et des appels à sa destitution, le gouvernement y parle des démarches entreprises pour aider les groupes d'opposition antigouvernementaux à s'unir et à oeuvrer à une « transition démocratique » dans une « Syrie post-Assad ».

Le gouvernement dit avoir créé un poste de représentant du Canada auprès de l'opposition syrienne, à Istanbul, en Turquie, « pour faciliter la communication avec l'opposition syrienne ». Ce poste permet à son titulaire « de collaborer avec divers membres de l'opposition syrienne afin de promouvoir un avenir démocratique pour la Syrie, libre de tyrannie et d'extrémisme ». Le gouvernement a aussi appuyé une série de cinq conférences en 2012-2013 organisées par le Centre syrien d'études politiques et stratégiques à Washington, qui « ont permis de réunir un groupe diversifié de membres de l'opposition syrienne, d'activistes et d'experts internationaux afin d'élaborer un plan de transition pour une Syrie après le régime Assad, et ont abouti à la 'feuille de route pour la transition en Syrie' ».



En août 2013, le *National Post* a publié un article indiquant les différents projets entrepris par le Canada avec les États-Unis et la Grande-Bretagne « dans le but de venir en aide aux rebelles dans un pays déchiré par la guerre ». Les informations du *National Post* ont été obtenues d'un des principaux représentants du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Il aurait révélé que plus de 5,3 millions \$ avaient été alloués aux « groupes d'opposition », leur permettant de mettre en place des radios pirates, de former des blogueurs et de noter les crimes de guerre du gouvernement syrien. La dépense la plus élevée, soit 1,8 million \$, a servi à la « planification d'une transition et d'une administration civile », une initiative des États-Unis qui aurait été développée en Afghanistan dans le but d'y préparer les chefs locaux à un gouvernement d'après-guerre.

Une autre priorité du Canada a été d'acheter de l'équipement de communication, comme des

téléphones satellites et des cartes d'appel pour les activistes locaux antigouvernementaux. Un autre 750 000 \$ a servi à financer des périodiques et des stations de radio anti-Assad en Syrie et dans d'autres pays ayant une importante population syrienne, dont la France et la Turquie. Un montant de 650 000 \$ a été alloué au Syrian Justice and Accountability Centre, une organisation établie à La Haye et à Washington qui envoie des gens en Syrie afin d'y repérer des abus des droits humains. Le centre a été mis pied sur l'ordre d'un groupe de pays se prétendant les Amis de la Syrie, dont font partie les États-Unis, la France, l'Arabie saoudite, la Turquie et d'autres pays qui participent présentement à l'agression contre la Syrie. Sa mission est de « relater les abus des droits humains et les transgressions au droit criminel international et humanitaire pouvant servir à des fins de procédures juridiques transitionnelles ».

Un autre million de dollar a été expédié par le biais du département d'État des États-Unis « afin d'améliorer l'accès aux nouvelles et à l'information et de former des journalistes et des blogueurs pour qu'ils puissent relater les abus des droits humains et pour encourager une plus vaste couverture internationale de la situation en Syrie ». On rapporte aussi que par le biais de ce projet le Canada a financé des centres médiatiques antigouvernementaux près de Damas.

(Arab News)



---

## Le gouvernement célèbre dix ans d'exercices militaires dans les Caraïbes

Le 27 janvier, le ministère de la Défense nationale a annoncé que deux navires de défense côtière de la Marine royale canadienne, les *NCSM Moncton* et *Summerside*, quittaient Halifax pour prendre part à l'opération CARIBBE 2016. Pendant l'année, des frégates et des destroyers provenant des côtes est et ouest du Canada et quatre aéronefs de surveillance CP-140 Aurora de l'Aviation royale canadienne se joindront à l'opération. Cette année est le 10e anniversaire d'opération CARIBBE lancée par le gouvernement Harper en 2006.



Depuis 2012, cette opération a été intégrée à l'opération MARTILLO dirigée et commandée par les États-Unis. Antérieurement, elle faisait partie de l'opération étasunienne UNITAS par laquelle les navires de guerre des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'autres membres de l'OTAN ont sillonné les eaux de l'Amérique du Sud. UNITAS a été créée en 1959-60 par les États-Unis au moment de la victoire de la révolution cubaine. C'est pendant des exercices d'UNITAS sur les côtes du Chili en septembre 1973 qu'a été organisé le coup d'État des États-Unis contre le gouvernement Allende.

À l'occasion de l'anniversaire, le ministère de la Défense nationale (MDN) a tenté de reprendre son argument frauduleux à l'effet que ces missions visent à combattre le trafic de drogues afin de masquer la participation du Canada aux préparatifs de guerre contre les peuples des Amériques.

Le MDN indique que les *NCSM Moncton* et *Summerside* chercheront à reproduire le succès des *NCSM Brandon* et *Whitehorse* qui, au cours d'une mission de 44 jours à l'automne 2015, « ont saisi environ 9 800 kilogrammes de stupéfiants au total, soit la plus grande quantité jamais saisie par un duo de navires de défense côtière depuis les débuts de l'opération CARIBBE ».

L'opération MARTILLO (marteau, en espagnol), qui a suivi UNITAS, a été lancée en 2012. On dit qu'elle est un effort « interarmé et interinstitutionnel » mené par les États-Unis et auquel participent le Canada, la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Espagne et certains pays d'Amérique centrale et la Colombie. Selon le Commandement Sud des États-Unis, l'opération MARTILLO a comme mission d'empêcher les organisations criminelles de se servir des routes de l'Amérique centrale pour transiter des stupéfiants, des produits chimiques précurseurs, des transactions en espèces et des armes. En vertu de sa structure opérationnelle, toute force assignée à Opération MARTILLO est subordonnée à la Force opérationnelle interinstitutionnelle Sud du Commandement Sud des États-Unis.

D'apprendre que le Canada participe militairement à la soi-disant lutte anti-drogue des États-Unis n'a rien pour rassurer compte tenu du fait que les États-Unis eux-mêmes ont participé à la contrebande d'armes vers le Mexique en pleine « guerre au trafic de drogue » et qu'ils ont toujours mis sur pied et appuyé des organisations et des régimes criminels en Amérique latine quand cela sert leurs intérêts.

Non seulement ces opérations menacent-elles les peuples d'Amérique latine qui ont connu leur lot de coups d'État et de crimes contre l'humanité aux mains des États-Unis, elles servent aussi à intégrer les Forces armées canadiennes à celles des États-Unis sans même que le peuple canadien en soit informé. Au contraire, on les dit nécessaires à la sécurité et à lutte à la drogue et aux criminels. À l'occasion du 10e anniversaire de l'opération, le ministère de la Défense nationale écrit : « L'opération CARIBBE est une des nombreuses activités du gouvernement du Canada ainsi que du MDN et des FAC dans le cadre du plus grand engagement du Canada en Amérique. Cette opération annuelle appuie directement la mission des FAC de défense contre les menaces et les enjeux de sécurité envers le Canada, l'Amérique du Nord et nos partenaires de défense et de sécurité. »

Un protocole d'entente conclu en 2010 autorise des détachements d'agences policières de la Garde côtière des États-Unis à opérer à même les destroyers canadiens déployés en vertu de l'opération CARIBBE. Il autorise aussi les membres de la marine canadienne à participer activement aux interdictions plutôt que de simplement identifier les cibles d'intérêt pour les États-Unis.

Un article du *Miami Herald* de juin 2015 rapporte que peu importe à quel endroit les suspects sont détenus en haute mer lorsque leurs vaisseaux sont interdits en vertu de l'opération MARTILLO, la plupart d'entre eux sont amenés à Miami et y sont traînés en justice. Ces arrangements montrent bien le rôle d'homme de paille qu'on a donné au Canada et à ses Forces armées pour les opérations des impérialistes étasuniens contre les peuples des Amériques.

*(Tony Seed, Marine royale du Canada, Commandement Sud des États-Unis)*

